

Le budget—M. Riis

En avril dernier la Fédération canadienne des entreprises indépendantes a procédé à une enquête. Elle demandait à toutes les entreprises participantes si elles comptaient agrandir leurs installations. Les résultats sont très intéressants. Trente pour cent des entreprises en question ont dit qu'elles s'apprêtaient à réduire leurs activités; 65 p. 100, qu'elles essaieraient simplement de se maintenir; et 5 p. 100 seulement qu'elles envisageaient une expansion quelconque. Nous savons tous que les choses ont empiré depuis avril. Je suppose que seulement 2 à 3 p. 100 des entreprises canadiennes songent maintenant à s'agrandir. Et ce sont celles-là qui pourraient profiter des quelques incitations prévues dans le budget.

Cependant, c'est dans le domaine des impôts que les choses vont le plus mal. Les Canadiens ont dû se sentir trahis quand ils ont entendu dire que les impôts seraient accrus. Ces augmentations résultent de la désindexation qui suivra le budget d'hier soir. Cette mesure coûtera 1.3 milliard de dollars. Je suis certain que beaucoup de canadiens ont été scandalisés. On attendait plutôt une nouvelle orientation et de nouvelles initiatives. Au contraire, les contribuables ont appris qu'ils payeraient davantage d'impôts et qu'on leur demandait de cautionner la mauvaise gestion du gouvernement. Non seulement on a prévu des hausses générales d'impôts mais certains groupes seront appelés à faire un effort bien particulier, entre autres, les personnes du troisième âge—les riches en d'autres termes. Ce sont eux qui feront les frais de l'opération. Les augmentations prévues pour l'an prochain seront inférieures au taux d'inflation. Mon père et ma mère sont âgés. Je connais l'opulence dans laquelle ils ont vécu. Ils ont du mal à s'adapter. Les nouvelles d'hier soir n'auguraient rien de bon pour eux.

Et les allocations familiales? Il y a lieu de signaler qu'au Canada, trois travailleuses sur cinq touchent un revenu inférieur au seuil de la pauvreté, comme le démontre un rapport récent que le gouvernement a déposé, et qu'elles comptent sur les allocations familiales pour les aider à traverser cette période difficile. Elles ont du mal pour élever un, deux ou trois enfants. Elles ont découvert elles aussi les surprises que le budget leur réservait. Elles ont appris que l'année prochaine, elles n'obtiendraient pas une hausse égale à celle qu'elles auraient normalement obtenue. Je reconnais que les plus démunies vont toucher un peu plus l'année prochaine: 93c. de plus par semaine exactement. Les plus pauvres, grâce au nouveau budget, pourront acheter deux tiers de litre de lait de plus par semaine. Voilà le genre de mesure avant-gardiste que le gouvernement nous propose.

Au Canada, une famille moyenne — j'ignore si elle existe, mais j'entends par là une famille constituée du père, de la mère et de deux enfants, et qui touche un revenu annuel d'environ \$30,000 va perdre \$125 par année à cause des exemptions personnelles auxquelles elle n'aura plus droit. Elle perdra en outre \$72 d'allocations familiales par an. Ce n'est pas énorme, mais tout de même, compte tenu de la conjoncture économique actuelle, avec une inflation qui se situe autour de 11 p. 100, la famille moyenne espérait que le ministre des Finances allait lui annoncer autre chose hier soir qu'une diminution de \$200 de son revenu net.

Qu'apporte ce budget au secteur manufacturier? S'il est une chose que tous les Canadiens savent, c'est que la sécurité de l'emploi à long terme chez nous ne se trouve ni dans le secteur des mines, ni dans le secteur énergétique, mais dans le secteur manufacturier. Quelle forme d'encouragement, quel espoir et

quelle aide ce budget apporte-t-il à ce secteur? Absolument aucune. Il n'apporte absolument rien au principal secteur de notre économie.

Qu'a obtenu le secteur des ressources? Que dire à mes chômeurs du SITBA dans l'ouest du pays? Que prévoyait le budget pour eux? Que prévoyait le budget pour ce secteur de l'économie? Absolument rien.

Que prévoyait-il pour le secteur minier? Et pour le secteur de la pêche? Et pour l'industrie du tourisme? Je pourrais poursuivre indéfiniment, monsieur l'Orateur. Le budget prévoit très peu de mesures pour stimuler l'exploitation de l'un ou l'autre des avantages essentiels, stratégiques, que nous possédons dans certains des secteurs de notre économie.

L'une de nos plus grandes déceptions fut de constater que le budget avait grandement négligé la recherche et le développement. C'est dans ce domaine que le Canada tient la clé de son développement économique et de son programme de redressement économique à long terme. Nous avons une population bien instruite et bien formée qui est en mesure de profiter des programmes de recherche et de développement dans nos laboratoires tant du secteur privé que du secteur public. Mais le budget comportait-il quoi que ce soit pour stimuler la recherche et le développement au Canada, à part le montant très symbolique attaché au programme d'obligations pour l'expansion de la petite entreprise? Absolument rien. Ce fut là une réelle déception pour ceux qui espèrent faire des percées depuis la recherche et le développement jusqu'à la production au Canada.

Le secteur canadien de la petite entreprise a eu de quoi se réjouir. Il a constaté qu'on allait assouplir la réglementation de l'AEIE de sorte que davantage de concurrents étrangers pourront venir s'établir au pays. Je rappelle à la Chambre que la Fédération canadienne des entreprises indépendantes tient beaucoup à l'AEIE. Ses membres savent bien que le secteur de la petite entreprise au Canada est le seul à être à peu près entièrement la propriété des Canadiens et celui qui crée des emplois au Canada. C'est là où se font la recherche et le développement. Mais quelle aide lui apporte le budget? Il a ouvert les vannes pour l'AEIE de sorte que nous verrons davantage d'acquisitions et d'interventions étrangères au Canada.

• (1610)

Nous rappelons à la Chambre que la crise économique actuelle découle en partie de la perte de contrôle de notre économie. Les décisions qui touchent l'économie canadienne se prennent dans les salles de conférence de Tokyo et de Dallas, plutôt qu'à Toronto, à Vancouver, à Halifax et à Winnipeg. Le ministre des Finances aura le mérite, avec son budget, d'avoir aggravé encore ce problème.

J'ai reçu dernièrement des nouvelles accablantes. Un homme d'affaires de ma circonscription, exploitant une petite entreprise qui prend part, du côté de la recherche et du développement, à l'évolution de la technologie des satellites, m'a informé qu'une pièce essentielle à ses activités lui parvenait d'une usine de Mississauga. Il m'a dit qu'il se félicitait que le Canada participe à la fabrication d'un nouveau produit qui devait être lancé en même temps sur le marché intérieur et sur le marché international. Il venait cependant d'apprendre que la société-mère de New York avait informé l'entreprise de Mississauga,